



8 novembre 2017

(17-6057)

Page: 1/2

**Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce**

Original: anglais

**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES METTANT EN ŒUVRE LA POLITIQUE
DE SUBSTITUTION DES IMPORTATIONS**

RÉPONSES AUX QUESTIONS¹ DE L'UNION EUROPÉENNE

La communication ci-après, datée du 7 novembre 2017, est distribuée à la demande de la délégation de la Fédération de Russie.

Question n° 1

L'UE croit comprendre que la Loi fédérale n° 223-FZ sur les achats de marchandises et de services par certains types de personnes morales, modifiée par la Loi n° 249-FZ du 13 juillet 2015, s'applique d'une part aux achats effectués par les entités visées à l'article 1 2) de la Loi, à savoir principalement les entreprises dans lesquelles l'État ou des entités publiques détiennent une participation de plus de 50% (dénommées ci-après "entreprises d'État"), et d'autre part aux achats effectués par toute personne morale utilisant un financement public pour la réalisation de projets d'investissement inscrits dans un registre spécifique (articles 1 5) et 3 1) de la Loi). Cette interprétation est-elle correcte?

Question n° 2

S'agissant des achats effectués par les entreprises d'État, l'UE croit comprendre que, conformément à l'article 3 8) de la Loi, le gouvernement de la Fédération de Russie peut exiger que la priorité soit donnée aux marchandises d'origine russe et aux travaux et services effectués ou fournis par des ressortissants russes. La Fédération de Russie peut-elle confirmer cette interprétation et indiquer les conditions, les procédures et les critères appliqués pour demander cette priorité? Veuillez indiquer aussi les textes d'application.

Question n° 3

S'agissant des achats effectués par les entreprises d'État, l'article 3 8) de la Loi dispose que le gouvernement de la Fédération de Russie peut aussi exiger que les petites et moyennes entreprises (dénommées ci-après "PME") participent aux appels d'offres. La Fédération de Russie peut-elle donner la définition exacte des PME visées par cette disposition et indiquer si les PME doivent être enregistrées en Russie pour pouvoir en bénéficier, si la participation étrangère est limitée à cette fin à 49% et si une part de 18% est effectivement réservée aux PME dans les achats des entreprises d'État dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 milliards de dollars EU?

Question n° 4

En ce qui concerne les achats effectués pour des projets d'investissement, l'article 3.1 4) de la Loi dispose que le gouvernement de la Fédération de Russie détermine la procédure à suivre pour la sélection des projets d'investissement devant être inscrits

¹ G/TRIMS/Q/RUS/5.

dans un registre. Nous croyons comprendre que cette procédure a été définie dans la Résolution n° 1516 du 30 décembre 2015 du gouvernement de la Fédération de Russie. La Fédération de Russie peut-elle indiquer les conditions d'inscription dans un registre et si la liste des projets d'investissement est publique?

Question n° 5

En ce qui concerne les achats effectués pour des projets d'investissement, l'article 3.1 7) de la Loi dispose que le gouvernement de la Fédération de Russie peut déterminer les types de produits que les entités concernées ne peuvent pas acheter en dehors de la Fédération de Russie sans l'approbation de l'autorité de coordination.

- a. La Fédération de Russie peut-elle confirmer que les marchandises mentionnées dans les Décrets gouvernementaux n° 2781-r du 29 décembre 2015 et n° 2744-r du 29 décembre 2015 ne peuvent pas être achetées à l'étranger, et indiquer sur la base de quels critères cette liste a été établie?**
- b. La Fédération de Russie peut-elle indiquer la procédure et les critères (ainsi que leur fondement juridique) sur la base desquels l'autorité de coordination approuve ou non ces achats?**
- c. Veuillez indiquer si la procédure d'approbation s'applique également à des produits autres que ceux qui sont mentionnés dans les Décrets n° 2781 et n° 2744.**

Question n° 6

L'UE croit comprendre qu'aux termes de l'article 3.1 9)-11) de la Loi les entités qui réalisent des projets d'investissement sont tenues d'établir des listes des produits du secteur de la fabrication de machines qui sont nécessaires pour la réalisation de ces projets et de présenter ces listes "pour examen" à l'autorité de coordination. Ces listes doivent indiquer en particulier si les produits sont originaires d'un pays étranger et préciser leurs caractéristiques de fonctionnement et leurs prix estimés. Veuillez expliquer la raison d'être de cette prescription et comment elle s'applique.

Réponse

La Fédération de Russie a fourni des éclaircissements concernant les achats effectués par les entreprises d'État pendant l'examen de sa politique commerciale, ils figurent dans le document WT/TPR/M/345/Add.1.
